VOUS POUVEZ OBTENIR COPIES DES ARTICLES QUI VOUS INTÉRESSENT DANS LES SOMMAIRES EN VOUS ADRESSANT À VOTRE GROUPE LOCAL

% Attac %

Année 2, Numéro 23
Septembre 2002

Les Courriels 359 à 365 de septembre 2002

Sommaire :

L'après-Manhattan est mal parti

Par **René Passet**

On ne pourra éradiquer le terrorisme qu'en remédiant à la misère et l'humiliation qui en constituent le terreau. Malgré l'électrochoc du 11 septembre, les institutions internationales et les gouvernements continuent d'ignorer les contradictions profondes du système mondial. La lutte contre l'économie criminelle, le blanchiment et les paradis fiscaux s'arrête où commencent les intérêts des puissants.

« Ben Laden mort ou vif !. » qu'importe ? En liant le succès de leur intervention à sa

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

capture, les dirigeants américains ont pris le risque de voir celle-ci s'achever en quenouille, alors que le résultat du choc frontal, sur le terrain, ne laissait aucun doute. Pourtant, l'écrasement d'un régime obscurantiste et rétrograde, la pulvérisation de bases d'entraînement pour fanatiques avides d'exploits leur permettant de mériter ces 70 vierges qui les attendent au paradis, cela n'est pas rien. Mais est-ce tout ? Le moment est venu de prendre un peu de recul et de faire un premier bilan.

Une guerre n'est vraiment gagnée que si l'on a fait disparaître les raisons pour lesquelles elle a été entreprise. Le terrorisme, on le sait, a pour terreau la misère et l'humiliation des populations déshéritées du monde. Il tire ses moyens de financement de l'économie criminelle, du blanchiment et des paradis fiscaux que nous ne cessons de combattre. Et il se nourrit d'un autre terrorisme qui ne le justifie pas, mais dont il faut savoir qu'il existe et qu'il doit, lui aussi, être éradiqué. Les enfants irakiens morts des sanctions économiques infligées à leur pays ; les paysans et les travailleurs d'Afrique ou d'Amérique latine coupables de défendre leurs maigres moyens d'existence, massacrés par les milices privées et les forces armées des pays dictatoriaux mis en place et soutenus par nos grandes démocraties : « Les millions de morts en Yougoslavie, en Somalie, en Haïti, au Chili, au Nicaragua, au Salvador, dans la République dominicaine, au Panama, autant de pays dirigés par des terroristes, des dictateurs, des auteurs de génocides que le gouvernement américain soutenait, finançait, armait » (1) ; terrorisme officiel celui-là, directement exercé par le système et à ce titre parfaitement toléré. honorable sans doute puisque ce sont les puissants qui l'imposent et les faibles qui le subissent.

C'est seulement quand on aura mis fin à tout cela que l'on aura véritablement vaincu le terrorisme. En prend-on le chemin ?

D'un coup, l'évidence semblait avoir ébloui gouvernements et institutions internationales. Hommage involontaire à leurs opposants, le G7, le gouvernement américain, la Commission européenne. décrétaient subitement le contraire de ce qu'ils préconisaient la veille.

- « Ils sont maintenant tous keynésiens » soulignait le Financial Times du 5 octobre. Les entreprises elles-mêmes sollicitaient l'intervention publique. dès lors qu'elles en seraient les premières bénéficiaires. Les compagnies d'assurances plaidaient avec éloquence l'existence d'un type de risque dont la couverture incomberait logiquement aux États. Les pays européens s'autorisaient des accommodements avec l'application du pacte de stabilité. Le gouvernement des États-Unis mettait en place un plan de relance de 120 milliards de dollars, dont 15 milliards en faveur des compagnies aériennes. "Keynésianisme" peut-être, mais bien ciblé. En dépit des efforts déployés par les Démocrates, la manne échappait aux 100 000 personnes licenciées à la suite de l'événement, aux chômeurs, aux "bénéficiaires" d'un revenu minimum : la relance par l'offre abaisserait les coûts, disait-on, alors que la stimulation de la demande comporterait un risque d'inflation. si néfaste à la valeur réelle de la rente.

> *« ...assurer un contrôle public international des fonds transitant par ces chambres de compensation dont le livre Révélations d'Ernest Backes et Denis Robert … »*

- La lutte contre l'argent sale se limite au gel des filières liées au financement du terrorisme. Les ministres des finances du G20, réunis le 16 novembre, adoptent un plan visant à « interdire aux terroristes et à leurs complices l'accès ou le recours à nos systèmes financiers et à mettre fin à l'utilisation abusive des ré-

COURRIEL D'INFORMATION n°359 du 03/09/2002

1. L'après-Manhattan est mal parti (Par René Passet)
On ne pourra éradiquer le terrorisme qu'en remédiant à la misère et l'humiliation qui en constituent le terreau. Malgré l'électro-choc du 11 septembre, les institutions internationales et les gouvernements continuent d'ignorer les contradictions profondes du système mondial. La lutte contre l'économie criminelle, le blanchiment et les paradis fiscaux s'arrête où commencent les intérêts des puissants.

2. Un an après, les travailleurs américains subissent toujours les retombées du 11 septembre (Par Chris Kutalik)
Le 12 septembre 2001, les commentateurs disaient déjà aux Américains que "rien ne serait plus jamais pareil." Depuis lors, au cours de l'année écoulée, les travailleurs ont constaté que si des choses avaient beaucoup changé, et d'autres pas du tout, il existait bien maintenant une nouvelle logique de raisonnement : la guerre déclarée au terrorisme. De plus en plus régulièrement, la sécurité nationale est invoquée pour masquer le mot d'ordre anti-syndical de l'administration Bush et des employeurs.

3. Une année en Afghanistan (Par Robert Fisk)
La « guerre contre la terreur » du président Georges Bush a touché le village de Hajibirgit vers minuit le 22 mai. Haji Birgit Khan, le leader du village, Pushtu, âgé de 85 ans, barbu et à la tête de 12 000 familles tribales locales, était allongé sur l'herbe en dehors de sa maison. Fagir Mohamed était en train de dormir parmi son troupeau de moutons sur un terrain de sable dans le sud lorsqu'il a entendu « de grands avions bougeant dans le ciel ».

4. A propos du terrorisme (Par Alejandro Teitelbaum)
Le terrorisme pourrait être défini comme une activité destinée à provoquer la peur, la panique ou la terreur en vue d'obtenir un résultat. Dans le cas du terrorisme d'Etat, le résultat généralement recherché consiste à paralyser ou à détruire l'opposition politique ou idéologique ou à annihiler l'opposition armée. Le terrorisme de factions a généralement pour but d'obtenir la satisfaction d'une revendication particulière ou un changement de politique d'un Etat ou d'un groupe d'Etats.

COURRIEL D'INFORMATION n°360 du 06/09/2002

1. Les syndicats des banques demandent la taxe Tobin (Par UNI)
La résolution présentée et défendue par Bernard Dufil, secrétaire général de la Fédération CFDT Banques pour l'instauration d'une Taxe Tobin a été adoptée par la Conférence mondiale des syndicats banques et assurances (UNI) à laquelle participaient 77 syndicats issus de 43 pays. Reste maintenant à sensibiliser et mobiliser tous les syndicats du secteur bancaire en faveur

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

seaux bancaires informels » ; l'existence même de ces réseaux, loin d'être dénoncée, se trouve donc implicitement légitimée, puisqu'on ne condamne que leur « utilisation abusive ». Les banques sont conviées à dévoiler et geler les comptes suspects, sous peine de se voir interdire toute activité sur le marché américain ; c'est très bien, mais la vraie question concerne l'existence même des paradis fiscaux, des zones off-shore et des mécanismes du blanchiment. C'est à la racine qu'il convient d'attaquer l'argent du crime. On sait ce qu'il faudrait faire : imposer la transparence des transactions par la levée du secret bancaire ; assurer un contrôle public international des fonds transitant par ces chambres de compensation dont le livre Révélations d'Ernest Backes et Denis Robert montre qu'elles constituent les lieux de passage obligé de la quasi-totalité des mouvements internationaux de capitaux ; refuser toute reconnaissance juridique aux sociétés établies dans les zones de non-droit et aux transactions qui s'y nouent. On le sait, mais on ne le fait pas. Il est vrai que de nombreuses entreprises de l'économie légale, notamment transnationales, y trouvent des avantages fiscaux et des possibilités d'exploitation de la main-d'œuvre sur lesquels elles assoient leur compétitivité. On se garde bien aussi de toucher à l'Arabie saoudite, symbole d'obscurantisme et principal foyer de financement des activités terroristes, mais incontournable puissance pétrolière.

- La lutte contre la misère du monde se limite à la récompense des bienheureux convertis de la dernière heure. Sans doute y aura-t-il «plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui se repent que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui persévèrent »(Saint-Luc XV, 7). Mais la sollicitude envers le repenti n'assure pas le bonheur des quatre-vingt-dix-neuf oubliés de la fortune. Remise de dette donc pour le Pakistan, ainsi récompensé de son ralliement, mais nulle instance n'évoque la question plus générale de l'annulation de la dette. Les plans d'ajustement structurel continuent à s'appliquer avec la même rigueur : à l'Argentine notamment, pourtant au bord de la faillite. Nulle part n'est envisagée une quelconque « montée en puissance » de l'aide publique internationale indispensable au démarrage des pays les plus défavorisés. Sauf évidemment pour le Pakistan auquel est offerte une contribution de 6 milliards de dollars.

- Partout, on se montre plus prompt à réduire les libertés qu'à porter atteinte au pouvoir de la finance. Il serait démagogique de contester que certaines restrictions de liberté puissent être nécessaires en pé- riode d'insécurité. Mais des in- quiétudes s'élèvent en Europe, aux États-Unis, concernant notam- ment la forme et l'étendue des contrôles, la nature des actes sus- ceptibles de tomber sous le coup des mesures visant le terrorisme, ou les possibilités d'extension abu- sive de la durée des détentions provisoires. Quarante parlementaires américains—qui n'appartiennent pas tous au parti démocrate - dénoncent la création par décret présidentiel de tribunaux militaires spéciaux, « qui permettrait des arrestations secrètes, des actes d'accusation secrets, des procès secrets et même des exécutions secrètes. » (2)

« En dépit du sort des armes, le monde occidental est en train de perdre la véritable guerre qu'il fallait gagner : celle contre les racines de la terreur et de la violence. »

Les « révisions déchirantes » s'arrêtent donc au seuil des intérêts établis qu'il faudrait remettre en cause, et le système continue de rouler sur sa pente fatale. En dépit du sort des armes, le monde occidental est en train de perdre la véritable guerre qu'il fallait gagner : celle contre les racines de la terreur et de la violence. On n'éradiquera le terrorisme qu'en transformant le terreau dont il tire

(Suite page 4)

(Suite de la page 2)

de cette taxe, un travail qui s'appuiera sur la campagne mondiale que l'Uni lancera le 12 octobre prochain.

2. Les dessous d'un sommet (Par Gérard Surdez)
Cet extrait de "Position et Rôle Officiel de la République d'Afrique du Sud dans la promotion de l'OMC" publié par Alternative Information and Development Center (AIDC) peut peut-être expliquer pourquoi la République d'Afrique du Sud fut choisie pour la tenue du Sommet Mondial. Etait-ce le pays pauvre le plus approprié pour traiter du Développement Durable ?

3. A qui appartient l'eau ? A Suez, à Vivendi, à RWE, à vous, ou à moi ? (Par Mort Rosenblum)
A peine remarqué il y a encore quelques années, le sujet de la privatisation de l'eau est probablement un problème majeur abordé lors du Sommet mondial des Nations Unies sur le développement durable qui débute ce lundi à Johannesburg en Afrique du Sud.

4. Impunité pour les multinationales (Par Anne Marchand)
Nombreuses étaient les Ong à espérer de ce Sommet de la Terre une avancée en terme de responsabilité des entreprises. Mais si le Plan d'action, adopté par les chefs d'Etat et de gouvernements, reprend effectivement l'expression, l'avancée est fort timide. Loin, très loin, de la revendication portée notamment par les Amis de la terre qui demandait la mise en place d'un cadre international juridiquement contraignant sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

5. Non au sommet de la soumission
Nous, citoyennes et citoyens, représentant plusieurs organisations membres de la Coalition mondiale contre la privatisation et la marchandisation de l'eau, avons vécu cette semaine une expérience amère.

6. Un monde durable est possible, nécessaire et urgent (par Forum parlementaire mondial)
Voici pourquoi nous, membres du Forum parlementaire mondial, proposons 10 demandes pour Rio + 10 que nous défendrons et que nous soutiendrons dans notre travail parlementaire. (Contact: parlint-secretariat@ras.eu.org La déclaration a été préparée par le Réseau parlementaire international initié à Porto Alegre. Les signataires ne sont pas nécessairement membres de ce réseau. Des signatures continuent à arriver. La coordination de cette initiative est assurée du Parlement européen. Déjà plus de 300 signataires.)

COURRIEL D'INFORMATION
n°**361** du **06/09/2002**

1. Puissance et impuissance (Par Geert Lovink)
Pour certains la globalisation signifie : «mobilité accrue des marchandises, des services, du travail, de la technologie et du capital dans l'ensemble du monde. Bien

(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

sa substance.

Le choc du microbe et de l'éléphant

La solution ne saurait être exclusivement militaire : combien de guerres gagnées suivies de paix perdues ? D'ailleurs est-ce la guerre qui a été gagnée sur le terrain, ou seulement le choc frontal de deux puissances inégales ? Le choc du microbe et de l'éléphant. Mais, face à l'éléphant, la stratégie du microbe s'appuie sur deux atouts dont il faut savoir qu'il les conserve toujours en sa possession :

- L'imperceptibilité : au moment où l'Amérique ne songe qu'à mettre en place un bouclier antinucléaire destiné à l'abriter définitivement des armes de destruction massive, quelques fanatiques se préparent dans l'ombre et, armés de simples cutters, parviennent sans être détectés à contourner toutes les défenses. Les moyens d'observation les plus sophistiqués - même par satellites - possèdent leurs limites.

- La dissémination : Ben Laden, le mollah Omar, ainsi, dit-on, que deux mille combattants auraient disparu dans la nature. Le constater n'est pas s'en réjouir. Sans doute la destruction de leurs bases et le gel de leurs sources de financement réduisent-ils considérablement leur capacité de nuire à l'échelle du monde. Mais Noam Chomsky (3) évoque la probabilité d'une stratégie bien connue, dite de «résistance sans dirigeants », s'appuyant sur de petits groupes autonomes où tout le monde se connaît, donc très difficiles à infiltrer, s'ignorant mutuellement et possédant chacun une grande liberté d'initiative. Le bioterrorisme, de son côté, correspond bien à cette image d'une dispersion à l'intérieur même de l'organisme que l'on veut atteindre. Une telle situation appelle effectivement, comme le réclame le président américain, la coopération de toutes les nations par l'information notamment et une traque permanente des organisations criminelles dans chaque pays. Mais cela ne suffira pas : aussi longtemps qu'on n'aura pas remédié aux causes profondes qui engendrent le terrorisme, chaque tête coupée, telle l'hydre de Lerne, en engendrera deux.

À la stratégie du microbe, il faut opposer l'antibiotique qui crée un milieu hostile à son développement. Soulignons seulement les priorités. Tout d'abord, et en première urgence, combattre la misère mondiale par les moyens dont les conséquences se feront le plus rapidement sentir : desserrer le nœud qui étrangle les nations les plus pauvres, par l'annulation de la dette, par la suppression des plans d'ajustement structurel obligeant les pays qui les subissent à sacrifier les bases réelles de leur développement à de purs équilibres budgétaires de court terme ; leur donner de l'oxygène par le renforcement de l'aide publique internationale ; réduire la pression de compétition dont ils sont l'objet, en proclamant le droit des peuples à satisfaire par eux-mêmes leurs besoins fondamentaux ; s'attaquer directement aux mécanismes du blanchiment de l'argent sale, et non aux seules filières de financement du terrorisme, dont le développement constitue un résultat et non une cause. Sans oublier évidemment les réformes institutionnelles à plus long terme souvent évoquées ici et sur lesquelles on ne reviendra pas. Porter, par la coopération des États, le pouvoir de contrôle du politique au niveau international des forces économiques qu'il doit maîtriser ; les lendemains de Manhattan ont montré par

« ...aussi longtemps qu'on n'aura pas remédié aux causes profondes qui engendrent le terrorisme, chaque tête coupée, telle l'hydre de Lerne, en engendrera deux. »

(Suite page 5)

(Suite de la page 3)

que la globalisation ne constitue pas un mouvement nouveau sa vitesse s'est accrue avec l'arrivée de nouvelles technologies surtout dans le domaine des télécommunications »

2. Le monde à l'envers de l'économie néo-libérale (Par Jamie Morgan)
On a souvent remarqué que les économistes néo-libéraux s'expriment dans un langage très particulier. Un peu comme celui des francs-maçons, ce langage est composé d'une partie principale confidentielle, incompréhensible pour la majorité, et d'un vocabulaire public qui, étant donné qu'il tient son pouvoir de l'incompréhensibilité du noyau confidentiel, peut difficilement être critiqué de manière efficace puisque le prêt-à-répondre de l'économiste néo-libéral est que la critique est déplacée :tout simplement, l'on ne comprend pas ou l'on ne peut pas comprendre.

3. 11 septembre (Par Christophe Aguiton)
Un an, c'est un laps de temps à peine suffisant pour risquer une interprétation sur l'impact d'un événement, même de l'importance du 11 septembre, sur le cours des choses. Mais, comme il faut avancer une hypothèse, l'idée qui sera développée ici est que le 11 septembre n'a pas marqué de tournant radical, mais qu'il a accéléré, ou rendu plus visibles et plus nets, des évolutions qui avaient été engagées dans la décennie précédente.

4. 13 enquêtes sur la violence d'état (Par Hans Jürgen Schlamp)
Les enquêtes menées par les juristes sur les sanglants combats de rue qui ont eu lieu à Gênes lors du sommet du G-8 révèlent que pour justifier des violences d'une brutalité incroyable, les gardiens de l'ordre italiens ont menti et falsifié les faits.

COURRIEL D'INFORMATION
n°362 du **06/09/2002**

1. Le Forum social européen (Par Till Baumann et Monika Bricke)
Quatre jours durant les militants se pressèrent en foule dans 27 conférences et plus de 700 ateliers. Entre autres décisions on prit celle d'organiser avant le FSM 2003 dans chaque continent des forums continentaux. Le premier Forum social européen aura lieu à Florence du 6 au 10 novembre prochain.

2. Appel européen à bénévoles pour le FSE (interprétariat) (Par Babel-FSE)
Le Forum social européen (FSE) cherche des interprètes afin que les centaines d'organisations et les dizaines de milliers de personnes qui y participeront puissent travailler ensemble, s'écouter et se comprendre. Les langues sont centrales, les interprètes jouent donc un rôle extrêmement important. Sans leur expertise « un autre monde est possible » ne serait qu'une phrase creuse.

3. Le Forum social argentin (Par Christophe Aguiton)
Les 22, 23 et 24 août c'est tenu à Buenos

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

l'exemple que cela peut se faire si on le veut vraiment. Mais le veut-on vraiment ?

Les contradictions explosives du système mondial

Peu de temps après la tragédie, certains pensaient que le monde avait changé de cap. Le sociologue allemand Ulrich Beck évoquait « un Tchernobyl de l'économie mondiale : comme on enterrait là-bas les bienfaits de l'énergie nucléaire, on enterre ici les promesses de salut du néolibéralisme. » (4) Un éditorial des Échos annonçait que « les États-Unis ont pris conscience de leurs responsabilités dans l'instauration d'un nouvel ordre mondial. la nécessité d'une gouvernance mondiale est reconnue. » (5) Mais à peine un mois et demi après les événements, le 23 novembre à Genève, lors de la convention relative à la Conférence sur les armes biologiques, les États-Unis, seuls contre 143 pays, s'opposent, une fois de plus, au renforcement des contrôles: « Le protocole est mort », décrète leur représentant, qui s'en prend durement à quelques nations accusées d'avoir violé la convention et quitte les lieux sans daigner écouter leur réponse. Étrange conception de la coopération internationale. Déjà l'OCDE tance les pays comme la France qui ont pris des libertés avec la rigueur des équilibres budgétaires, et le rapport annuel de la Commission européenne appelle au respect des impératifs du pacte de stabilité. L'OMC, à Doha, reprend sa marche traditionnelle, comme si de rien n'était. Et, le 5 décembre, une logique comptable étriquée conduit les 24 administrateurs du FMI à refuser à l'Argentine exsangue tout déblocage supplémentaire de fonds tant qu'elle n'aurait pas réalisé le déficit budgétaire zéro. Les succès militaires qui grisent les âmes faibles et le temps qui passe semblent faire oublier très vite les résolutions initiales. Le feu vert visiblement laissé au gouvernement Sharon, dans l'épreuve de force menée au Moyen-Orient, laisse craindre qu'on croit de plus en plus aux seules vertus de la force pour régler les problèmes. Vision bornée : la force n'a jamais semé que la haine qui, génération après génération, alimente le terrorisme.

Pourtant, si rien n'est changé dans le refus du système à se remettre en cause, tout est changé dans la réalité des choses. Le basculement dans la crise, antérieur au 11 septembre, s'est précisé ; les États-Unis savent aujourd'hui qu'ils ne sont pas invulnérables, les signes visibles des contradictions du système se multiplient : l'explosion à Toulouse d'une usine à haut risque, la catastrophe du tunnel du Saint-Gothard entre Suisse et Italie, le nouveau crash d'un avion, sur un quartier de New York, le 12 novembre ; rien de cela ne vient de l'extérieur, mais résulte d'une logique interne sacrifiant les dépenses de sécurité des personnes à la rentabilité des investissements.

> *« Le feu vert visiblement laissé au gouvernement Sharon, dans l'épreuve de force menée au Moyen-Orient, laisse craindre qu'on croit de plus en plus aux seules vertus de la force pour régler les problèmes. Vision bornée… »*

Il reste donc à espérer que la pression des réalités finira par imposer progressivement les reconversions auxquelles on se refuse encore aujourd'hui. Faute de quoi, les mêmes causes produisant les mêmes effets, on peut être sûr que - on ne sait quand, on ne sait où, on ne sait sous quelle forme - surviendront de nouveaux drames.

(Suite page 6)

(Suite de la page 4)

Aires un Forum social argentin qui a connu un succès très impressionnant. Environ 20000 personnes y ont participé, ce qui est considérable dans un pays qui a connu 30000 disparus dans les années 1970, où une génération militante entière a été décapitée.

4. La société civile internationale (Par Söhle)
Se demander quel est le rôle des citoyens revient à se demander que doit être la nation, garante de leurs droits, dont ceux de participer à la vie politique. Si l'on veut débattre de la "société civile", il faut prendre en compte le fait que les "citoyens" ne se réfèrent plus seulement aux mécanismes participatifs en vigueur dans leur propre nation, mais (grâce aux institutions de la société civile internationale) pèsent de plus en plus sur des processus politiques à l'œuvre en-dehors de leurs frontières. A l'inverse pensons aux activités des migrants, qui ne sont pas intégrés de façon durable dans le corpus juridique de leurs pays d'accueil, mais jugent cependant possible de s'engager "de manière citoyenne".

5. La "société civile" et le "politique" (Par Denis Horman)
Quels dialogue, quels rapports entre la société civile et le pouvoir politique? Quelles convergences, quelles complémentarités entre mouvements sociaux et politiques 'altermondialistes'? Quelle articulation entre démocratie représentative et démocratie directe?

COURRIEL D'INFORMATION
n°363 du **06/09/2002**

1. Andorre, Jersey, Luxembourg, Monaco: Etonnants Paradis... (Par Comité local Aix en Provence)
Un paradis fiscal, des paradis fiscaux : Les documents et rapports officiels en fournissent une définition assez floue : "pays à régime fiscal privilégié" ou "lieu pouvant être utilisé comme abri ou comme refuge contre des impôts, plus particulièrement contre les impôts sur les revenus et sur les successions." Il existe en fait de nombreux types de paradis fiscaux, la variété des activités financières possibles les incitant souvent à se spécialiser. Du 5 au 13 octobre « Cash Cash Party dans les Paradis » : participez aux actions qui auront lieu en Andorre, à Jersey, au Luxembourg et à Monaco

2. Le FMI est-il proche de l'apocalypse ? (Par Soren Ambrose)
Avant la crise financière en Asie du Sud-Est, l'image du FMI, c'était un peu comme du téflon. Il ne faisait rien pour attirer l'attention de la presse et celle-ci en parlait rarement. Les critiques envers le FMI n'étaient pas rares, mais on aurait dit qu'elles « n' attachaient » pas, elles glissaient sur la surface bien lisse, ce qui permettait à l'institution de se perpétuer dans l'ombre. Du 25 au 29 Septembre participez aux mobilisations contre le FMI et la Banque mondiale à Washington DC

(Suite de la page 5)

Déjà, en de nombreux points, la contestation des travailleurs chassés de leur emploi débouche sur des actions violentes : on menace ici de déverser des produit toxiques sur l'environnement, on incendie là un atelier et on menace de faire sauter une usine. Puissent les puissants du monde, si aptes à « semer du vent », prendre garde aux « moissons de tempête » (6) qu'ils nous préparent., s'ils persévèrent dans le refus d'aller au fond des vrais problèmes.

René Passet est économiste. Derniers ouvrages parus : L'Illusion néo-libérale, Flammarion, 2001 ; Éloge du mondialisme par un anti présumé, Fayard, 2001.
Contact pour cet article: cs@attac.org
1 Arundhaty Roy, « Ben Laden, secret de famille de l'Amérique », Le Monde, 14-15/10/2001.
2 Le Monde, 29/11/2001.
3 Noam Chomsky, « La nueva guerra contra el terror », très long et très édifiant article de 6 pages, dans l'édition espagnole du Monde diplomatique, novembre 2001.
4 Ulrich Beck, « La fin du néolibéralisme », Le Monde, 10/11/2001.
5 Erik Israelevitch, Les Échos, 4/10/2001.
6 « Ils ont semé du vent et ils moissonneront des tempêtes », Livre d'Osée, le Prophète (VIII, 7).
Article paru dans Transversales Science Culture n°1 de la nouvelle série trimestrielle

A qui appartient l'eau ? A Suez, à Vivendi, à RWE, à vous, ou à moi ?

Par **Mort Rosenblum**
Traduction. Valérie Galmard coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles

Dans un monde où l'eau fraîche se fait de plus en plus rare, un nouveau débat fait rage : les compagnies privées sont libres d'exploiter le pétrole, l'or noir, mais qu'en est-il de cette ressource dont la valeur est infiniment plus grande, l'or bleu ?

A elles seules, deux compagnies françaises, Suez et Vivendi Environnement, fournissent de l'eau à 230 millions de personnes sur terre, allant de villes américaines comme Atlanta à des centres urbains d'un bout à l'autre du Tiers Monde.

> *« ...l'eau constitue-t-elle un droit pour tout homme ou est-elle une marchandise? »*

A peine remarqué il y a encore quelques années, le sujet de la privatisation de l'eau est probablement un problème majeur abordé lors du Sommet mondial des Nations Unies sur le développement durable qui débute ce lundi à Johannesburg en Afrique du Sud.

Ce problème pose une question faussement simple : l'eau constitue-t-elle un droit pour tout homme ou est-elle une marchandise? "Le problème, c'est qu'elle est les deux," dit Peter Gleick du Pacific Institute de Berkeley en Californie. Chacun a le droit à une eau propre et sans danger, dit-il, mais à cause des échecs gouvernementaux, 1,1 milliard de gens n'y ont pas accès.

Une nouvelle tendance se fait jour clairement. Suez comme Vivendi attendent une croissance à deux chiffres de leur commerce de l'eau, et chacun a déjà des contrats qui se montent à plus de 10 milliards de dollars par an. Porto Rico

(Suite page 7)

COURRIEL D'INFORMATION
n°**364** du **20/09/2002**

Erratum. Andorre, Jersey, Luxembourg, Monaco: Etonnants Paradis...
Quelques erreurs se sont glissées dans notre précédent numéro. L'opération « Paradis fiscaux Monaco » ou « Monacopoly » est en fait prévue le samedi 12 octobre. La campagne « Lettre à mon banquier pour dénoncer les paradis fiscaux » a en fait débutée en mars 2001. Elle continue cette année. (Voir http://www.local.attac.org/84/SL/banques.htm pour plus d'informations)
1. Le Consensus de Washington (Par Mark Weisbrot)
Mr O'Neill, Secrétaire aux Finances, rendu célèbre par ses observations vigoureuses sur la politique économique, ferait bien de porter un regard neuf sur ce que les pays au revenu faible ou moyen sont devenus au cours des 20 dernières années. Les deux dernières décennies du 20e siècle ont été pour ces pays le constat du pire des échecs économiques depuis la grande Dépression.
2. Une crise provoquée pour que le FMI puisse la résoudre (Par Claudio Iturra)
Récemment, l'Uruguay a vécu un coup d'Etat préventif, dans lequel le FMI a joué le rôle naguère joué –sous ces latitudes- par la CIA, celui de bras armé. Le coup d'Etat achevé, les journaux du lundi 5 août n'ont pas montré la photo du président Jorge Batlle, mais celle de l'ambassadeur des Etats-Unis à Montevideo, vainqueur exultant de cette " bataille du Rio de la Plata " du XXIème siècle.
3. Le modèle FMIste. Effondrement ou contagion? (Par Naúm Minsburg)
Une réalité lamentable et bien connue : l'Argentine se retrouve immergée dans la crise la plus prolongée de son histoire. D'origine économique, cette crise provoquée délibérément et de façon préméditée revêt non seulement un aspect économique mais aussi social et financier. D'autre part, du point de vue des gurus pédants au service du FMI et des groupes dominants locaux, nous serions en train de contaminer les autres pays latino-américains.
4. Extradé (Par Comité pour la libération de Paolo Persichetti)
Paolo Persichetti a été extradé à la sauvette vers l'Italie le 25 août dernier. Contrairement à ce qui a été parfois allégué, il n'a jamais été clandestin en France. Il y est arrivé en 1991 et a immédiatement demandé et obtenu un permis de séjour.
5. Une semaine économique vue des Etats-Unis (Par Dean Baker)
Des marchés à l'intérieur des marchés des télécommunications - Le marché des valeurs : trop d'offres, pas assez de demandes - Développement et environnement : aux entretiens sur l'environnement, les Etats-Unis se heurtent à leurs alliés sur la question Energie et Pollution

COURRIEL D'INFORMATION
n°**365** du **24/09/2002**

Dernières nouvelles. Loi sur le marché de l'électricité (LME)
Un référendum d'initiative populaire avait été lancé en Suisse pour la privatisation de l'électricité, LME. Malgré les efforts finan-

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)
vient juste de signer avec Suez pour la distribution de son eau.

RWE, un conglomérat allemand qui traite et commercialise des énergies, est en train d'acquérir de petites compagnies d'eau afin de défier les compagnies françaises. Des centaines d'autres sociétés privées possèdent des concessions pour pomper, traiter et distribuer de l'eau.

Même si ces compagnies ont le droit de commercialiser l'eau, non la propriété de l'eau en soi, Gleick et d'autres s'inquiètent du fait qu'une inévitable expansion du secteur privé puisse échapper à un contrôle public minimum. "La privatisation a un potentiel de croissance énorme à cause de l'absolu besoin d'eau des pays en voie de développement. Mais l'eau est trop importante pour être laissée en des mains strictement privées," déclare Gleick.

La Banque Mondiale, les agences des Nations Unies, et un certain nombre de gouvernements adhèrent à un concept qu'ils appellent PPP, partenariats public-privé. Ils encouragent les compagnies à investir fortement dans les pompes, collecteurs et autres infrastructures nécessaires à la fourniture de l'eau, en échange des profits. Dans de nombreuses grandes villes, jusqu'à la moitié de l'eau est perdue à cause de fuites et de conduites cassées. La facturation est souvent chaotique. Les services publics gérant l'eau, manquant généralement de liquidités et d'expertise, bataillent pour répondre à une demande qui s'accroît rapidement.

Suez et Vivendi font chacun remarquer des cas dans le monde où ils ont étendu le service, parfois à des prix moindres. Les deux insistent sur le fait qu'ils vendent un service, pas de l'eau, et soulignent qu'ils opèrent sur des concessions qui doivent être renouvelées. Ils disent que de meilleurs réseaux signifient que beaucoup de gens pauvres ont maintenant accès à une eau fiable pour beaucoup moins que ce qu'ils payaient aux vendeurs itinérants.

« ...si les compagnies font de l'argent en fournissant de l'eau, leur motivation ne sera-t-elle pas de vendre autant que possible plutôt que de protéger une ressource rare ? »

"Nous avons l'argent et l'expertise, et nous croyons pouvoir gérer l'eau mieux que les états", disait Jacques Pétry, directeur de Ondéo, la division eau de Suez. "Nous ne sommes pas propriétaires de ces ressources. Nous les gérons et les protégeons." Pour autant, la filiale américaine De Ondéo a dû faire face à un tonnerre de protestations suite à sa reprise de la distribution de l'eau à Atlanta en 1999. Les consommateurs ont fait état de coupures inexpliquées, de facturations confuses et de longs retards dans le service.

La gestion de l'eau est une affaire intimement liée à des difficultés économiques et culturelles. En 2000, un soulèvement populaire à Cochabamba, Bolivie, en montre les dangers. Les consommateurs se sont révoltés quand Bechtel a doublé le prix de l'eau. Sept personnes ont trouvé la mort au cours de ces événements et la compagnie américaine a perdu sa concession.

La militante canadienne Maude Barlow, auteur du livre Blue Gold , affirme clairement sa position dans son sous-titre : Le combat pour empêcher les grandes compagnies de voler l'eau du monde. Tout en admettant que le secteur privé a un rôle à jouer, elle affirme que l'eau doit impérativement demeurer aux mains du secteur public sans confusion aucune entre droit de l'homme et intérêts

(Suite page 8)

ciers de la droite et des lobbies (La campagne en faveur du pour a dépensé 10 000 000 de francs suisses (affichages, tracts, espaces publicitaires.) contre 500 000 francs suisses pour les partisans du service public) ce sont, pour une fois les services publics et leurs défenseurs qui ont gagné. (résultats du vote de Dimanche dernier 22 septembre : http://www.swissinfo.org/additional_to_story/vote/22_09_2002/vote_set-fre.html) A noter les mobilisations des syndicats et des organisations citoyennes depuis de longs mois (une manifestation avait eu lieu contre les privatisations et contre l'AGCS à Genève en juin dernier) pour faire barrage au projet de libéralisation de l'électricité. Une grande victoire !

1. Les leçons de France Télécom (Par Pierre Khalfa & René Ollier)
Plus de 70 milliards d'euros de dette, 12 milliards de pertes simplement pour le premier semestre, de tels chiffres laissent pantois. Comment France Télécom, entreprise il y peu prospère, en est arrivée là ?

2. Les Sociétés transnationales (STN) et la justice (Par Denis Horman)
Elaboration d'un argumentaire pour la mise en place d'un encadrement juridique (national et international) permettant de traduire en justice les sociétés transnationales (STN) qui violent les droits de l'Homme.

3. Publicité et liberté d'expression (Par Russell Mokhiber et Robert Weissman)
Certaines restrictions à la liberté d'expression commerciale des entreprises sont sur le point d'être levées ; il faut pour cela remercier la Cour Suprême, qui compare de plus en plus liberté d'expression et publicité, et la FDA (" Direction à la nourriture et aux médicaments "), qui accepte les restrictions imposée par la Cour sur son autorité.

COURRIEL D'INFORMATION
n°**366** du **27/09/2002**

1. La globalisation n'est pas une fatalité (Par Philippe Bach)
Un vote qui comporte des contradictions: le peuple suisse a refusé, hier, la loi sur le marché de l'électricité (LME). Une bonne nouvelle pour les forces de progrès social. Mais il a également blackboulé l'initiative sur l'or et le contre-projet du Conseil fédéral. Cela peut être interprété comme une tendance au repli, en tous les cas pour ce qui est du refus de la Fondation Suisse solidaire.

2. A qui profite le profit ? (Par madmundo TV)
J'aimerais que vous répondiez aux questions que je me pose sur la distribution des revenus, les entreprises, l'emploi. Pourquoi ils licencient ? Pour faire encore plus de profit ? Mais où va tout ce profit ? On sait que le chiffre d'affaires mondial de Ford est énorme. Mais ils ont toujours licencié, robotisé et robotisé encore et ils disent qu'ils ne font pas de profit. Mais, nous, on aimerait savoir ce qu'ils en font du profit. Et puis je voudrais aussi savoir si le Brésil

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)
commerciaux. "En droit, ils ne peuvent pas être égaux", dit-elle.

En 2000, Barlow a rendu un hommage enthousiaste à la révolte de Cochabamba. Aujourd'hui, elle reconnaît que le réseau actuel géré par une coopérative est en ruines, sans capital ni expérience. " Pourquoi est-il possible de trouver de l'argent pour une compagnie privée et pas pour une compagnie publique ?" demande-t-elle, défendant l'idée que les agences internationales devraient aider les autorités locales dans la gestion de leur système de distribution d'eau.

D'autres militants s'inquiètent d'un possible revers de la logique de privatisation : si les compagnies font de l'argent en fournissant de l'eau, leur motivation ne sera-t-elle pas de vendre autant que possible plutôt que de protéger une ressource rare ?

Cependant, William Cosgrove, un consultant canadien qui a participé à la rédaction du rapport World Water Vision pour une conférence sur l'environnement l'année dernière à La Hague aux Pays Bas, insiste sur le fait que la plupart des gens, y compris les dirigeants d'entreprises, sont convaincus que l'accès à l'eau est un droit fondamental. "Il y a controverse uniquement parce que ceci n'est pas pris en compte." dit-il. "Tant qu'il sera admis que les gouvernements mettent en place des cadres réglementaires et définissent des objectifs, ils peuvent utiliser au mieux l'eau dont ils disposent."

Les dirigeants de Suez et Vivendi sont d'accord. Un porte-parole de Suez, Jean-Luc Trancart, qui a une longue expérience de la gestion de l'eau en France, argue du fait que les compagnies privées répondent à un besoin vital. Il a déclaré : "Je dis toujours aux activistes qui veulent nous causer du tort, qu'ils devraient plutôt faire en sorte que le secteur public fonctionne mieux."

Pierre Victoria, directeur des relations publiques chez Vivendi, affirme que le gouvernement doit endosser un rôle de régulateur et que la gestion privée ne peut qu'échouer si les gens ne reçoivent pas un meilleur service à prix juste.

Gleick du Pacific Institute pense qu'à long terme, il est probable que les compagnies privées ne seront plus les moteurs du secteur. Déjà, de grandes villes américaines y réfléchissent à deux fois avant de privatiser. "Si les exemples édifiants tels qu'Atlanta ne s'améliorent pas, les choses ralentiront vite", prévoit Gleick.

De plus, les possibilités commerciales sont limités dans les pays dépourvus de compagnies publiques solides. Ils cueilleront les fruits des branches basses : le système municipal déjà existant en manque d'argent ou d'expertise et fournissant les classes sociales moyennes ou élevées", dit Gleick. "Les pauvres sont toujours laissés de côté".

Mort Rosenblum
Contact pour cet article. editor@waterindustry.org
http://www.waterindustry.org/

(Suite de la page 7)
pourra un jour payer sa dette ?

3. En France la réforme fiscale agrandit la fracture sociale (Par CGT-Finances et FDSU)
A qui profite la réforme fiscale ? Après la baisse de 5% décidée en juillet par le gouvernement, le budget 2003 devrait décider d'une nouvelle baisse uniforme de 1% de l'impôt sur le revenu. Certes, cela fait un gain de pouvoir d'achat, en tout cas pour les ménages imposables. Mais à y regarder de plus près, cette mesure profitera surtout à une minorité de ménages à revenus élevés ou très élevés.

4. Septembre : lancement du Porto Alegre belge (Par Arnaud Zacharie)
Ancrage local du Forum social mondial lancé en janvier 2001 à Porto Alegre (Brésil), le Forum social de Belgique naîtra officiellement le 21 septembre prochain, à Bruxelles (à la Vrije Universiteit Brussel, VUB). Cette naissance est le fruit des convergences dégagées en Belgique, dans la foulée du Forum social mondial 2002, par les organisations syndicales, citoyennes, environnementales, les ONG de solidarité Nord-Sud, et une multitude d'associations.

5. Assemblée des migrations durant le FSE (Par Tavolo Migranti dei Social Forum)
La Table Migrants des Forums Sociaux Italiens invite les réseaux européens sur les migrations à une assemblée qui aura lieu au Forum européen de Florence (6 au 10 novembre 2002)